



**HAL**  
open science

## Note de lecture de Jean-François Guilhaudis

Jean-François Guilhaudis

► **To cite this version:**

Jean-François Guilhaudis. Note de lecture de Jean-François Guilhaudis. Paix et sécurité européenne et internationale, 2019, 13, 10.61953/psei.1097 . halshs-03157934

**HAL Id: halshs-03157934**

**<https://shs.hal.science/halshs-03157934>**

Submitted on 20 Apr 2021

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

## Note de lecture de Jean-François Guilhaudis

Jean-François Guilhaudis

Professeur honoraire à l'Université de Grenoble-Alpes

Signe de la place qu'a prise la question de l'immigration dans les esprits et le débat public en France, quatre revues lui ont consacré, au cours de l'été 2019, un numéro ou un dossier. Deux sont des revues visant un assez large lectorat. *Diplomatie, les Grands dossiers* n° 51 de juin-Juillet 2019 est relative à « La Démographie. Un enjeu géopolitique majeur ». *Conflits* n° 22 de juillet, août, septembre 2019, titre « Géopolitique des migrations ». Les deux autres revues, de type plus universitaire, abordent les thèmes : « Migrations et nations » (*Hérodote*, n° 174, 3<sup>e</sup> trimestre 2019) et « L'Europe face au choc des migrations », *Questions internationales*, n° 97, mai juin 2019).

*Diplomatie* place la question des migrations dans le cadre général de la démographie actuelle et prospective et, plus exactement, sous le thème « Démographie et géopolitique ». Le numéro commence en effet par plusieurs « analyses » et « focus » sur « population et pouvoir », qui visent à faire prendre conscience au lecteur, grâce à des exemples, des enjeux de la loi du nombre, du fait que les travailleurs étrangers peuvent être un instrument de l'Etat de départ, de la possible modification de la carte électorale par la démographie (cas des Etats-Unis), du parcours étonnant – peuplement, dépeuplement, repeuplement – que peut connaître un territoire (Haut-Karabagh), du phénomène des massacres de masse, et de la part de la démographie dans le conflit israélo-palestinien. Sous le titre « Déclin et vieillissement », la seconde partie du numéro, présente la situation de l'Europe, « le continent le plus vieilli du monde », de la Russie (« une démographie très politique et instable »), de la Chine, de l'Asie du Sud-Est, de la Corée et du Japon (« pays vieillissant qui se dépeuple »). Suit la partie « Natalité et puissance démographique », où après un article « Politiques démographiques et contrôle des naissances », est présentée la situation de l'Inde, de l'Afrique (« le géant démographique de demain »), complétée par un focus sur « la démographie du Nigeria. Atout de développement ou bombe à retardement ? ». La partie intitulée « enjeux migratoires » se compose de deux entretiens et deux focus. Les focus relatifs aux réseaux de diasporas et aux mobilités étudiantes, sont centrés sur des aspects économiques. Les entretiens portent l'un sur la bombe à retardement climatique, l'autre sur « La question migratoire : flux et enjeux d'un phénomène planétaire ». La dernière partie « prospective » attire l'attention sur le vieillissement du monde et ses défis, notamment un vieillissement très rapide dans les pays du sud, les conséquences de la masculinisation de la démographie, les défis de santé liés au réchauffement climatique et ceux des villes surpeuplées. Ce numéro comporte une quantité considérable d'informations, pour la plupart extérieures aux phénomènes migratoires et aux problèmes liés. La moins importante n'est certainement pas le fait qu'en la matière, l'avenir est particulièrement incertain. Les projections sur la population mondiale en 2100 vont de 7,5 milliards (fourchette basse correspondant au niveau actuel) à 16,6 milliards, avec une fourchette moyenne à 11,2 milliards (tableau p. 89).

Le dossier présenté par *Conflits* – « Géopolitique des migrations internationales » – est moins descriptif. Il développe une vision des migrations : « Malgré cette variété toutes ont contribué à l'instabilité du monde et à la déstabilisation de l'ordre en place. Il en va de même aujourd'hui. En ce sens elles sont la grande révolution » (p. 42). Or cela correspond d'abord à un « choix de société », car la principale cause de la mondialisation et des migrations est « le degré d'acceptation de l'ouverture au reste du monde » (p. 43). Ce choix nous arrange dans un premier temps mais il se paye ensuite, l'Europe et spécialement la France, font l'expérience de la transformation des vieilles nations européennes en « archipels » c'est-à-dire en des sociétés « où des communautés diverses coexistent sans définir un projet commun » (p. 44).

Selon P. Gauchon, il est sans doute possible de faire de ces éléments divers un peuple, mais cela impose « que l'immigration ralentisse fortement ou qu'elle cesse le temps de permettre au processus d'intégration de fonctionner ». On se trouve dans une situation très difficile. « La rupture avec le choix de société que représente l'immigration risque d'être douloureuse. Sa prolongation le serait peut-être plus encore » (p. 44). L'article sur « les flux migratoires d'hier à aujourd'hui en Europe » (Olivier Hanne, pp. 45-49) confirme que, dans un pays comme la France, 44% des 6 millions d'immigrés viennent d'Afrique et 36% d'Europe et que le regroupement familial, tout à fait légal, est bien, plus que le travail ou l'asile politique, la première raison d'installation durable. Cette donnée débouche sur une conclusion : il s'agit de mouvements sur lesquels les gouvernements ont peu de prise. L'auteur relativise le caractère exceptionnel de la crise de 2015. Pour lui, les événements de 2015 « certes exceptionnels par leur ampleur - ont été portés par la législation européenne et par 30 ans de politique migratoire. La crise de 2015 est l'arbre qui cache la forêt de flux migratoires réguliers et puissants » (p. 49). Sous le titre « La mer : le tonneau des danaïdes des migrations ? », J.Y. Bouffet passe en revue les routes maritimes des migrations (mer Egée, Méditerranée, Mer Rouge, Océan Indien, Manche - une route migratoire pas comme les autres) insistant sur le fait que ces routes ont la caractéristique d'être difficiles à contrôler et que, fréquemment, quand une route se ferme, une autre s'ouvre. Françoise Tribalat, autant qu'une présentation de l'évolution récente de l'immigration en France, explique les approches complémentaires (par les flux et par les stocks) de mesure des flux migratoires et leurs limites. Les chiffres donnés - 255000 titres de séjour, 146000 demandes d'asile en 2018 et un stock de 6,3 millions d'immigrés en 2017, soit près de 10% de la population pour la France métropolitaine -, ne correspondent pas du tout à l'image de la « forteresse », fermée, barricadée devant l'immigration. Le Stock d'immigrés n'est plus composé que pour 36 % d'Européens. Par ailleurs, en 2017 le nombre des immigrés africains hors Maghreb dépasse celui des immigrés en provenance de cette région. John Mackenzie discute, pp. 55-60, la question de savoir si l'immigration doit être tenue ou non pour une chance et donne une réponse clairement négative. Le même auteur se penche aussi sur le point de savoir s'il est possible d'arrêter le flot migratoire, en passant en revue les politiques des Etats (Hongrie, Australie, Japon) qui l'ont essayé, pour constater qu'ils obtiennent des résultats (p. 62). C'est la même observation que soutient P. Royer dans « les murs ne servent à rien ». Mais tout le monde en construit !, p. 70. J. Damon souligne qu'il n'existe pas en réalité d'alternative entre migration de remplacement et relance de la fécondité. Enfin F. Louis avec « l'Immigration en débat » montre l'absence de consensus chez les analystes et les limites de l'approche économique ; l'approche de la question sous l'angle socio- centré donne des évaluations beaucoup plus négatives sur l'immigration (choc des civilisations).

**Questions internationales** consacre son n° 97 (mai-juin 2019) à un thème plus circonscrit – « L'Europe face au choc des migrations ». Son objectif affiché est de « prendre un peu de distance », pour « aborder le sujet de façon dépassionnée, à partir des faits, qui permettent de relativiser les perceptions » (éditorial, p. 1). L'ouverture, par Serge Sur aborde les migrations sous l'angle du voyage et les décompose en 5 phases – partir, traverser, entrer, rester, s'agréger – très utiles pour observer le phénomène dans son entier et, en même temps, parvenir à la décomposer en ses phases distinctes. Les Européens voient surtout les phases 2 et 3 du phénomène migratoire. Ce faisant ils oublient que les migrations au départ du sud – mais il y en a aussi qui ne viennent pas de là – très souvent « souligne(nt) la responsabilité ou l'irresponsabilité, des Etats que l'on fuit » (p. 6). La traversée des mers, accompagnée fréquemment de drames, occulte l'émigration de voisinage, les camps au Sud, souvent établis depuis des décennies ou, s'agissant de la Turquie, les 3,7 millions de réfugiés syriens s'y trouvant, que l'on refuse de voir. Bien que sous les feux des médias, entrer est également, l'objet d'une vision déformée, réduite à l'entrée de force, irrégulière, qui est pourtant, sauf

exception, seulement une partie du problème. Rester ne s'accompagne guère de repartir, du retour, à raison même de ce qui constitue, pour la plus grande partie, l'immigration, le regroupement familial, et de la difficulté de faire repartir les migrants contre leur gré. Cela désigne comme essentielle la phase 5, s'agréger, que pourtant les Européens, notamment les Français, considèrent peu. Dire comme le fait Catherine Wihtol de Wenden, que l'Europe, en raison de son passé d'émigration, ne se pense pas comme un continent d'immigration (*Diplomatie* art. cité p. 73) ne représente qu'une part de l'explication. Compte aussi probablement le fait que l'on est peu enclin à se poser la question de sa capacité d'intégration, pour ne pas avoir à découvrir qu'elle est médiocre et qu'intégrer et plus encore assimiler, est malaisé. « Les migrations étrangères en Europe 1950-2015 » par H. Le Bras fournit les données utiles sur la période qui a suivi l'après-guerre. Il souligne notamment – ce qui est plus nuancé que l'image donnée par *Conflicts* – que dans la période en question, l'immigration économique a été suivie par une immigration de peuplement avec le regroupement familial et, qu'après la chute du mur de Berlin et la fin de la guerre froide, les migrations politiques ont repris de l'ampleur avant d'occuper « la une », avec la crise de 2015. H. Le Bras insiste sur le fait que, à la différence des flux réguliers de travailleurs et de leurs familles, les migrations politiques ont favorisé l'apparition des mouvements politiques anti-migrations et des mesures de restriction, bien avant 2015<sup>1</sup>. J.Y. Camus présente *Les mouvements anti-migratoires en Europe* » (pp. 37-43). Il considère que « Même lorsqu'ils ne sont pas arrivés au pouvoir, ils ont réussi à obliger les partis de droite comme de la gauche sociale-démocrate à réviser leur humanisme et leur croyance dans la liberté de circulation. Et de nouvelles formations politiques émergent – ainsi Vox en Espagne – qui risquent de chambouler encore longtemps le jeu politique, dans le sens d'une remise en cause du principe même de la société multiculturelle, conséquence naturelle de l'immigration » (p. 43). À l'Est de l'Europe on trouve même les anti-immigration sans les immigrés et surtout une conception de la citoyenneté très éloignée de la nôtre, car fondée sur le triptyque ethnicité-langue-religion. L'entretien de C. Bertossi sur « Les mécanismes de la migration » attire très utilement l'attention sur : l'importance des images et des imaginaires migratoires, la dimension des flux sud-sud, la différence entre l'ampleur réelle du phénomène migratoire et son importance politique et sur ce qu'il nomme « les complexités et les contradictions », par exemple le fait que les profits des filières de passeurs dépendent en premier lieu de la difficulté du passage des frontières. Pour lui « le défi le plus urgent est de savoir répondre au récit politique de plus en plus fort, qui se nourrit du sentiment que les Européens ne seraient plus « ici chez eux ». Le discours qui prend assise sur ce sentiment mélange, dans une même répulsion, les « élites cosmopolites », la « globalisation », le « multiculturalisme », « l'immigration » et « l'Europe de Bruxelles ». C'est sans doute cela, aujourd'hui, le plus grand défi en matière d'intégration de nos sociétés » (p. 50). Thomas Lacroix montre que « la migration n'est pas la solution miracle aux problèmes du développement et que le développement n'a pas d'effets unilatéraux sur la pression migratoire » (pp. 55-61). Deux articles sont relatifs au cœur du sujet - l'Union européenne et les migrations. Jean-François Drevet dans « L'Union à la recherche d'une politique migratoire » (pp. 65-71) met bien en évidence que le problème à résoudre est double. L'Union doit sortir de la période des expédients, surmonter ses problèmes de gouvernance et parvenir à mettre au point une politique migratoire efficace. Les Etats membres et leurs collectivités territoriales doivent, pour leur part assumer, le plus difficile, l'intégration des migrants. Corinne Balleix insiste dans « La diversité des réponses nationales à la crise migratoire européenne » (pp. 74-83) sur le fait que la crise migratoire de 2015 a aggravé les asymétries, liées aux situations géographiques, à l'histoire, aux politiques migratoires, et les tensions entre les Etats membres. Ceux-ci convergent cependant par leur volonté de réduire leur attractivité. Mais, si début 2019 la crise migratoire est terminée, il

---

<sup>1</sup> Et il en donne l'explication, v. pp. 19-20.

reste à réaliser un mécanisme de répartition des demandeurs d'asile en temps de crise, car de nouvelles crises migratoires peuvent se produire. Comme toujours les articles de *Questions internationales* sont complétés par de très utiles « Encadrés ».

Le numéro 174 d'*Hérodote*, « Migrations et Nations », permet de prolonger la réflexion sur la question majeure, l'intégration des immigrés dans les sociétés des pays d'accueil. Béatrice Giblin met d'emblée l'accent sur le point décisif. Il s'agit de la possibilité d'acquérir ou non la nationalité et de devenir citoyen de plein droit, qui permet de passer d'une immigration temporaire de travail à une immigration de peuplement. Quand cette possibilité est ouverte, le problème du stock des immigrés, surtout quand la perception de leur manque d'intégration est forte, vient se cumuler avec celui de la vague des migrants, pour déboucher sur le sentiment de la submersion et la perception de la menace à l'identité nationale. Dans l'UE il se produit même un phénomène de transfert, la submersion étant perçue même quand la vague n'a pas vraiment affecté le pays, puisque les migrants peuvent aisément passer d'un Etat à un autre. Et dans certains pays, comme la Hongrie, la crainte de l'immigration se cumule avec celle de l'émigration. *Hérodote* passe en revue les politiques d'immigration des Etats-Unis (F. Doucet, pp. 15-24), de la Russie (Sophie Hohmann, pp. 141-158), aborde les cas particuliers d'Israël (F. Encel, pp. 159-176), du Liban (C. Lahoud Tatar, pp. 177-192) et du Golfe M. Lavergne, pp. 193-208). S'agissant de la France, J. Robine, dans « Crise de la représentation de la nation en France » (pp. 101-112) insiste sur le fait qu'elle a été transformée en nation multiculturelle, en raison de l'importance de l'immigration en provenance des anciennes colonies, sans que les représentations dominantes de la nation en aient tenu compte. Il lui manque « un discours inclusif et positif » ; le seul qui ait cours est celui de l'extrême droite. Les difficultés sont en outre très aggravées par la visibilité nouvelle de la pratique religieuse musulmane, elle-même amplifiée par les attentats terroristes de 2015. Ce numéro d'*Hérodote* comporte quelques autres articles sur la question de l'intégration - l'immigration racontée par les prénoms (J. Fourquet et S. Manternach, pp. 113-140), les représentations de l'étranger chez les lycéens dans les quartiers populaires de Johannesburg (Jeanne Bouyat, pp. 65-84), les futures stratégies géopolitiques des murs frontaliers (R. Nieto-Gomez, pp. 25-44) – ou plus lointains – immigration, libre circulation et referendum sur le Brexit (T. Harrois, pp. 85-100), la cartographie des migrations (Mathilde Costi et Francesca Fattori, pp. 225-232) et « le Royaume du Maroc a lié son destin aux migrations » (P. Vermeren, pp. 209-224).